

Droit, économie, gestion ; Mention Administration publique

RNCP22338 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	324, 128
Formacode(s)	13218, 13027, 31418
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université de Perpignan Via Domitia

<http://www.univ-perp.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Spécialité Droit et transformations de l'action publique

Effectuer la gestion de contentieux fiscaux, bancaires, prud'homaux, ...

Présider ou participer à des jurys d'examen, de mémoires, de thèses, de recrutement, ...

Concevoir et faire évoluer des outils pédagogiques, tests, programmes, modules, plans de formation, ...

Enseigner une discipline : droit, économie, sciences politiques

Représenter des clients et défendre leurs intérêts auprès de l'administration fiscale, des tribunaux ...

Conseiller une entreprise dans le cadre législatif (optimisation des règles fiscales...) Conseiller une entreprise dans le cadre législatif (optimisation des règles fiscales...)

Superviser et réaliser des travaux de recherche et présenter les résultats

Rédiger des actes juridiques et accomplir des démarches auprès d'organismes publics ou privés pour le compte de clients

Veiller au respect de la loi Informatique et Libertés dans l'entreprise, gérer la liste des traitements de données à caractère personnel, faire l'interface avec la CNIL

Accomplir des actes de procédure (rédaction des assignations, transmission des conclusions, remise du dossier du juge, ...)

Constituer des dossiers de plaidoirie (recueil des pièces, consultation de la jurisprudence, rédaction des conclusions, ...)

Réaliser une veille technique (actualité légale, jurisprudentielle, ...) et informer les collaborateurs de l'évolution des textes

Renseigner sur la procédure de mise en demeure, d'assignation en justice, de conciliation adaptée à la résolution du litige

Informar et conseiller les clients, les collaborateurs sur des questions d'ordre juridique

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Capacité d'analyse d'un texte ou d'un problème juridique donné (décryptage, sélection, hiérarchisation de

l'information, délimitation du champ et de la nature du problème)

- Identification des ressources juridiques utiles (bibliographie, webographie, lieux documentaires)
- Aptitude à proposer ou construire des solutions de droit adaptées
- Connaissance des principaux modèles de réponse opérationnelle en matière d'action publique
- Capacité à procéduraliser cette réponse dans un contexte de démocratie participative locale (information, concertation, évaluation)
- Capacité à construire un projet global incluant dispositif légal, action opérationnelle et procédure évaluative
- Gérer la spécificité des systèmes juridiques
- Appréhender une question juridique ou politique, proposer une réponse argumentée, synthétiser les éléments de réponse et mettre en forme, élaborer des hypothèses de recherche
- Mettre en œuvre les techniques et savoirs associés dans un contexte professionnel
- Lire et comprendre les documents budgétaires et comptables, participer à l'élaboration du budget, analyser les coûts
- Gérer des institutions publiques
- Parler la langue anglaise juridique

Compétences :

Droit administratif

Outils de la formation à distance

Utilisation d'outils bureautiques (traitement de texte, tableur)

Sciences économiques et sociales

Réglementation du contentieux

Procédures de rédaction d'actes juridiques

Législation sociale

Législation de la formation continue

Gestion budgétaire

Finances publiques

Droit public

Droit économique

Droit constitutionnel

Sciences politiques

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Administration publique

Professions juridiques

Armée et police

Carrière universitaire ou de chercheurs pour des étudiants voulant se spécialiser dans le domaine du droit public, les métiers des services publics ou du conseil juridique (avocat, juriste), tout en préparant aux concours administratifs de catégorie A.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Concours de catégorie A et A' de la fonction publique de l'Etat, des établissements publics ainsi que de leurs collectivités (administrateurs, attachés, rédacteurs)
- Collaborateurs d'élus (directeurs de cabinet, collaborateurs de cabinet, attachés parlementaires)
- Cadres contractuels des collectivités territoriales (directeur général des services, directeur ou chef de service, chargé de mission ou d'études dans les domaines de la culture, de la coopération transfrontalière, des services de développement économique, des marchés publics, des services juridiques, de la politique de la ville, etc.)
- Contractuels dans les cabinets prestataires des collectivités territoriales et des organismes délégués (SEM, EPA, EPIC, entreprises publiques, bureaux d'études) pour du conseil juridique, du conseil en management public local, de l'ingénierie contractuelle, du montage et de la gestion de projet, etc.
- Examen du barreau (avocat spécialisé en droit public)
- Attaché d'administration

- Secrétaire administratif
- Enseignant – Chercheur
- Avocat (accessible après examen d'entrée et formation en école spécialisée)

Attaché / Attachée temporaire d'enseignement et de recherche -ATER-

Chargé / Chargée de cours

Chargé / Chargée d'enseignement du supérieur

Responsable de service juridique

Responsable de service contentieux et recouvrement

Juriste international / internationale

Juriste en droit de l'environnement

Expert / Experte juridique

Directeur / Directrice juridique

Chef de service juridique

Chef de service contentieux

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Oui

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury VAE composé d'une majorité d'enseignants chercheurs

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/22338/>